



Tilburg / Bruxelles mars 2008

Déclaration de Tilburg

UNE VERITE CONFORTABLE

Les initiateurs:

Bob Goudzwaard, *Professeur retraité, Vrije Universiteit Amsterdam*

Leida Rijnhout, *coordinatrice, Vlaams Overleg Duurzame Ontwikkeling*

Lou Keune, *chercheur, Universiteit van Tilburg, Réseau pour le changement*

Jan Juffermans, *De Kleine Aarde*

Esther Somers, *théologien, ancien membre de "De Derde Kamer"*

Christiaan Hogenhuis, *Oikos*

Bart de Boer, *économiste écologique*

Kees Hudig, *Globalinfo*

Marjolein van de Water, *porte-parole, X min Y Solidariteitsfonds*

Rob Gort, *entrepreneur, ancien membre de "De Derde Kamer"*

Peter van Vliet, *président de iNSnet*

www.economischegroei.net

La réorientation des économies nationale

Nous, citoyens des Pays-Bas, des Flandres, et de l'Europe, lançons cet appel pour une réorientation radicale de nos économies. Cet appel est motivé par l'urgence croissante des problèmes tels que le changement climatique, l'épuisement des sols, la persistance d'une importante pauvreté et les inégalités d'accès aux ressources mondiales. L'urgence nous force à mettre à l'ordre du jour la nécessaire transition de toutes les économies riches, dont celles de la Belgique, des Pays-Bas et l'ensemble de l'Europe occidentale. Aussi drastique puisse être la transition ou la rupture de tendance envisagée, elle ne sera pas nuisible au bien-être collectif. Bien au contraire, elle nous préservera de problèmes futurs plus intenses encore, si rien n'est fait: dégradation toujours plus forte des écosystèmes naturels et de la santé publique, inégalité sociales insupportables entre les plus riches et les plus pauvres, d'où de conflits armés et flots de réfugiés de plus en plus dramatiques. La situation sociale et politique actuelle rend encore envisageable une bifurcation dans l'évolution de nos sociétés. Nous devons l'entreprendre.

Une fixation sur la croissance économique

Le 10 janvier 2008 une conférence sur le thème d'une transition vers une économie plus soutenable et solidaire, a eu lieu à l'Université de Tilburg aux Pays-Bas, réunissant plus de 300 personnes, issues de toutes les catégories de la société: alter-mondialistes, entrepreneurs, économistes, syndicalistes, responsables politiques, écologistes, agriculteurs, chercheurs et professeurs de toutes disciplines, travailleurs des secteurs médicaux et sociaux...

La focalisation des politiques publiques et des acteurs économiques sur l'objectif de toujours plus de croissance économique a été critiquée. Le bien-fondé d'autres indicateurs de développement économique remplaçant le Produit Intérieur Brut (PIB) a également été débattu de manière approfondie.

Transition drastique

Tous les participants soutenaient l'urgence d'un changement drasti-

que au niveau de l'orientation de nos échanges économiques. Dans un débat-forum quelques responsables politiques, syndicalistes et entrepreneurs donnaient un chiffre 9 à cette urgence (sur une échelle de 1 (non urgence) à 10 (urgence extrême). Une baisse du revenu national, tel que mesuré traditionnellement, est considéré comme acceptable. Un constat qui arrange: ceci ne doit pas entamer une diminution du bien-être, au contraire.

Indicateurs

Les participants de la conférence, notamment les économistes présents, ont exprimé l'avis que cette transition requiert des instruments de mesure et de pilotage de l'économie différents du PIB. Cet indicateur traditionnel de l'économie informe en effet uniquement sur le rythme auquel une société gagne de l'argent, sans considération ni de l'utilité des produits et services, ni des nuisances aux humains ou au milieu. Or nous avons bien davantage besoin d'indicateurs permettant de faire émerger une économie soutenable et solidaire. Sur la base de l'indicateur mesurant l'empreinte écologique de notre mode de vie, nous démontrons que la consommation de nos pays riches, en matériaux, en espace et en énergies fossiles, devrait diminuer de deux tiers afin d'être soutenable. De plus, cette décroissance devrait se réaliser à courte échéance, soit une décennie, de façon à éviter que d'ici trente à quarante ans, il faille deux planètes pour maintenir notre niveau de prospérité matérielle.

Indicateurs alternatifs

Les indicateurs alternatifs dont nous disposons ne sont pas parfaits, mais ils ont le mérite d'exister. Outre la mesure de l'Empreinte écologique, déjà mentionnée, nous disposons de l'index Revenu National Durable (RND) et de l'Index for Sustainable Economic Welfare (ISEW). Il existe également des indices de bien-être, de satisfaction et de bonheur. La conférence a conclu qu'il ne fallait pas à tout prix tenter de trouver un seul indice synthétique. Le calcul d'un panel d'indicateurs, complémentaires, montrant l'ampleur du chemin à parcourir entre la situation actuelle et une société soutenable et solidaire, peut se révéler un atout pour la démarche.

Prosperité dans le sud

Afin de garantir à des milliards d'êtres humains en situation de grande pauvreté une sécurité matérielle, l'assemblée est d'avis que, dans les économies du Sud, une croissance de la prospérité est indéniablement nécessaire. Ceci implique une croissance de la consommation de matériaux et d'énergie. Dès lors, seule une décroissance des économies du Nord (consommation de matériaux, d'espace, de combustibles fossiles) permettra d'assurer une redistribution substantielle de la richesse au niveau mondial.

Une vision du futur forte et mobilisatrice

Il est grand temps qu'une image du futur capable libératrice d'énergie et de créativité, d'une intensité équivalant au rêve de Martin Luther King, soit partagée, inspirant a fin de défendre la stratégie de de transition que nous défendons pour les économies du Nord. Celle-ci est loin d'être impossible, de nombreux exemples historiques l'ont montré tels l'épisode du New Deal aux Etats-Unis ou la reconversion à l'effort de guerre, portée par la population, de l'économie britannique au début du deuxième conflit mondial du XXème siècle.

Un appel en ce sens, présentant les évolutions nécessaires, et largement porté par la société est nécessaire afin de motiver nos contemporains à une réorientation de nos sociétés vers plus de durabilité et de solidarité. Cet appel ne sera pas une ode joyeuse du type "tout s'arrangera avec la croissance et la technologie", mais nous nous garderons bien également de tout discours défaitiste.

Nous devons assumer que la réponse à la question éternelle "est-il encore possible de croître" est "Oui, mais au détriment de la soutenabilité, de la solidarité, de la qualité de vie, et donc également du bonheur humain au Nord comme au Sud."

Points prioritaires

A l'issue de la conférence les premières étapes concrètes de la transition ont fait l'objet d'un accord. Ce consensus peut être récapitulé par les points suivants:

a) un fer de lance socioculturel:

La société dans son ensemble doit mobiliser tous ses moyens (médias, vie politique, enseignement...) pour que cesse la célébration quotidienne de la croissance de la consommation matérielle par habitant et de l'expansion continue des investissements.

b) un fer de lance structurel:

Afin de favoriser la modération inévitable de la consommation matérielle, il faudra limiter les revenus des propriétaires d'entreprises et des salariés. La marge financière générée sera utilisée en premier lieu pour:

- renforcer les investissements de sauvegarde du milieu et réduire la consommation des ressources humaines et naturelles;
- la redistribution mondiale de la prospérité et en conséquence le maintien et le développement du 'capital' social et écologique de la société;
- mettre progressivement un terme aux investissements dans des modèles de consommation et de production non durables.

Dans le même temps, ces mesures permettront plus de loisir et plus d'emploi en vue du maintien et du développement de production et consommation durables et solidaires, des soins et de l'épanouissement culturel.

c) un fer de lance institutionnel:

Nous plaçons pour la création d'un organe de concertation entre les acteurs sociétaux importants, orienté sur la durabilité et la solidarité – de préférence selon le modèle Belge/Flamand. Cet organe pourrait démarrer une Concertation Sociétal Large, et peut assister la réforme de l'économie ou si nécessaire la prendre en main.

d) un fer de lance de modération des revenus:

Nous devons mettre en place une mesure de plafonnement du revenu net des ménages, par concertation ou, si nécessaire, par régulation/régularisation.

e) un fer de lance fiscal:

Nous devons réformer le système fiscal au profit de l'usage d'énergies durables et de mesures écologiques, en taxant moins le travail et plus les systèmes de production et de consommation non durables (polluants et consommateurs d'énergie). Cette réforme stimulera la société à investir en technologies humainement et écologiquement efficaces, et créera de l'emploi.

f) un fer de lance de normalisation de produits:

Nous devons mettre en place le développement de normes universelles de produits, par les pouvoirs publics, portant sur les aspects de santé publique, et maximisant l'efficacité en termes de ressources humaines et naturelles.

Nous plaçons pour une transition drastique de nos économies, une transition qui, à relativement court terme, aura un impact énorme sur nos modes de production, de commerce, de création d'argent et de consommation. Ceci n'est possible que si la transition est soutenue par une large alliance de forces de la société.

Nous invitons toutes les composantes de la société, en particuliers le milieu politique, le mouvement syndical, les propriétaires d'entreprises. le monde scientifique et les mouvements sociaux à faire partie de cette alliance, et à prendre la responsabilité d'une transition vers une économie réellement durable et solidaire.

